



PREFET DE LA VENDEE

*Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
des Pays de la Loire*

**Décision en date du 06 OCT. 2015**

**Relative à une demande d'examen au cas par cas  
en application de l'article R.121-14-1 du code de l'urbanisme**

**Révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de La Garnache**

**LE PREFET DE LA VENDEE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- Vu** la directive 2011/42/CE du 27 juin 2011 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-10, L.300-6, R.121-14-1, R.121-15 et R.121-16 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, reçue le 6 août 2015, relative à la révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de La Garnache ;
- Vu** la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer et sa réponse en date du 17 août 2015 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;

**Considérant** que cette procédure a pour objet d'inscrire en zone 1AUe (vocation économique) 9 hectares de terres inscrits en zones A (agricole) et N (naturelle) et à l'inverse d'inscrire en zones A et N 9 hectares de parcellaire actuellement en 1AUe au PLU de la commune ;

**Considérant** que cet échange résulte de la prise en compte de l'inventaire des zones humides à protéger, réalisé après l'approbation du PLU de 2007;

**Considérant** que les nouveaux espaces affectés en 1AUe n'interfèrent avec aucun zonage ou inventaire concerné par des protections réglementaires au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

**Considérant** que les nouveaux espaces affectés en 1AUe, à l'exception d'une prairie de 7 000 m<sup>2</sup>, sont essentiellement composés de terres de cultures sans haie, arbre ou autre élément de patrimoine naturel, et ne recèlent aucun intérêt particulier, en termes de milieux, en regard de la qualité des secteurs humides finalement réaffectés en zone N ;

**Considérant** toutefois qu'il conviendra de tenir compte, notamment par le biais d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP), des risques de nuisances vis-a-vis du secteur d'habitations situé au sud de la future zone 1AUe ;

**Considérant** ainsi que la révision accélérée du plan local d'urbanisme (PLU), au vu des éléments disponibles à ce stade, ne peut être considérée comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil ;

### DECIDE :

**Article 1** : La révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de La Garnache n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.121-14-1 (IV) du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

**Article 3** : En application de l'article R.121-14-1 (V) du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 4** : La présente décision sera publiée sur les sites internet des services de l'Etat en Vendée et de la DREAL des Pays de la Loire.

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée

Jean-Michel JUMEZ

Délais et voies de recours

**Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de la Vendée  
29 rue Delille

85922 La Roche-sur-Yon Cedex 9

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
92055 Paris-La Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Ile-Gloriette,

BP 24111

44041 Nantes Cedex

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).